

Bloquer le train des bas salaires et des attaques de Macron

Avec 60 % de TGV et Intercités annulés ce week-end, le ras-le-bol des cheminots a éclaté parmi les contrôleurs. Ils ne sont pas les seuls : dans les transports parisiens ce sont les ouvriers des ateliers du métro qui font grève pour les salaires. À Sanofi, les seize sites de production en France sont en grève reconductible pour 500 euros d'augmentation. Sans compter de plus petites entreprises où les grèves se multiplient.

Mauvaise surprise pour le patronat, bonne nouvelle pour nous

« C'est une grève qu'on n'a pas vue arriver, ni nous ni les syndicats », pleurait le PDG de la SNCF, Jean-Pierre Farandou. Comme s'il n'avait pas vu l'aggravation des conditions de travail, le manque de personnel et les bas salaires. Tout ce dont ils sont responsables, lui et ses semblables, PDG et actionnaires, et qui finit par leur retomber sur le nez, quand on se met à riposter. Sans attendre la moindre consigne. Sans rien attendre de leur « dialogue social » où ils ne proposent au plus que des broutilles quand les prix flambent.

Sans parler de ces futurs « délestages » d'électricité promis pour l'hiver : on vous prévient de l'heure (encore heureux) des écoles fermées, des gosses à garder à la maison sans lumière, de la valse de vos horaires de travail. À cause de l'incurie de services publics qui ne cessent de se dégrader.

Face à l'inflation, face aux nombreuses attaques du gouvernement et du patronat, les grèves de ces jours-ci montrent la voie !

Travailler plus jusqu'à plus d'âge, non merci !

Macron relance ses attaques, à commencer par le report de l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Il prétend que les déficits « à venir » (alors que les caisses ont encore des réserves) imposeraient cette réforme. Sauf que le Conseil d'orientation des retraites (COR) lui-même, service de l'État, anticipe précisément une réduction progressive desdits déficits avec la situation actuelle.

Le vrai but de la réforme est de nous faire travailler plus longtemps et surtout, pour celles et ceux qui ne pourront pas – et ils sont nombreux ! – de réduire les pensions.

Ces retraites, c'est aussi 330 milliards d'euros gérés par la Sécurité sociale : de quoi attirer les appétits des fonds de pension, dont Macron s'est fait le porte-voix, et des banquiers qui escomptent voir les salariés qui en ont les moyens se tourner vers eux pour financer leurs futures retraites.

Les précédentes réformes se sont traduites par une hausse considérable du chômage, tout particulièrement pour les ouvriers et employés entre 60 et 64 ans. Et parmi le 5 % de travailleurs les plus pauvres, un quart décède avant d'atteindre 62 ans.

Guerre au chômage ou aux chômeurs ?

Pour l'assurance chômage, la nouvelle idée du gouvernement est de rendre les indemnités variables en fonction du taux de chômage. Il a déjà annoncé qu'elles seront revues à la baisse pour 2023, alors que tout laisse prévoir une hausse du chômage, entre l'inflation et la crise énergétique. Mais il faut forcer les chômeurs à accepter n'importe quel boulot, même les plus mal payés.

En 2019, Élisabeth Borne, alors ministre du Travail, avait déjà durci les conditions d'indemnisation en changeant le mode de calcul. Nombre de saisonniers et de salariés de l'hôtellerie-restauration, grands perdants de la réforme, se sont alors reconvertis. Mais puisque les patrons ne trouvent plus personne, il faudrait forcer la main aux chômeurs. Augmenter les salaires ? Diminuer la pénibilité et le temps de travail ? Ça, seules nos luttes pourront l'imposer !

C'est toujours cette même guerre de classe contre les travailleurs et les classes populaires, pendant que sous prétexte de « plans de relance », l'État file un « pognon de dingue » aux grandes entreprises du CAC40. Quant aux services publics les plus essentiels, transports, hôpitaux, écoles, le gouvernement les laisse se dégrader, voire les détruit consciencieusement.

À nous de renverser la table en imposant la hausse générale des salaires, en allant fourrer nous-mêmes notre nez dans les livres de comptes des patrons, pour voir où vont l'argent des aides publiques et les bénéfices qu'ils font sur notre dos.

Une drôle de méthode

Après les annonces sur le démantèlement de Renault, les salariés se demandent tous à quelle sauce ils vont être scissionnés. En tout cas, l'identité du cuisinier et de ses marmitons ne fait pas de doute : lors du CSE de vendredi dernier, Gilles Le Borgne, a reçu l'aide de la CGC et de la CFDT pour repousser une demande d'expertise sur l'impact qu'aurait sur le site le projet de démantèlement du groupe.

Il faudrait donc selon ses deux syndicats se fier aveuglément à l'expertise du cabinet SECAFI... payé par la direction de Renault !

Diviser pour mieux... exploiter

Les dirigeants changent de version chaque semaine sur les raisons et les détails de la scission du groupe, mais on commence à y voir plus clair sur leurs objectifs. Avec la filialisation des activités, des salariés actuellement Renault vont être transférés à d'autres entreprises. Mais à quelles conditions ? La direction entretient le flou et parle d'un « socle social » censé remplacer les accords d'entreprise... Mais sera-t-il équivalent à ce qu'on a aujourd'hui ? Sera-t-il valable pour tous les salariés des filiales ? Et pour combien de temps ? Nos conditions de travail et de salaire seront-elles garanties dans les filiales ? Un indice : à l'occasion du Capital Market Day, Luca De Meo a promis une augmentation de la Marge Opérationnelle (à 10 % en 2030) et le versement de 35 % des bénéfices en dividendes. Où Luca va-t-il trouver tout cet argent ?

Cléon monte le ton contre la scission

Suite à l'annonce de la scission du groupe il y a 2 semaines, les équipes de la fonderie de l'usine de Cléon avaient débrayé. La semaine dernière, après des assemblées générales pour échanger sur l'avenir du site, une bonne centaine de salariés a envahi le CSE pour interpeller la direction, ce qui a fait fuir le directeur et la DRH de l'usine. Les salariés ont tout de même transmis leurs revendications aux sous-fifres RH qui étaient encore là. Et ils ont promis de revenir !

Vive le retour au plein-emploi précaire

Fin octobre, plus de 5,4 millions de personnes étaient inscrites à Pôle emploi. Pour le gouvernement, c'est la route du « plein-emploi ». La preuve ? Des offres d'emplois restent vacantes. Rien à voir avec les salaires trop bas ou les mauvaises conditions de travail. Pour Macron et Borne, c'est à cause des chômeurs qui ne veulent pas bosser. Alors ils veulent les forcer à accepter n'importe quel boulot, et donc tirer vers le bas tous les salaires. À partir du 1er février 2023, la durée de l'indemnisation chômage baissera de 25 %. À Renault Lardy, on est bien placés pour savoir que ce sont les patrons qui produisent des chômeurs.

Réforme du RSA : à quand le travail gratuit ?

Après celle de l'assurance chômage, le gouvernement prévoit une réforme du RSA pour 2024. L'une des mesures phares est de conditionner le RSA à 15 ou 20 heures de travail hebdomadaire : quasiment un mi-temps... payé moins de 500 euros !

Pour les patrons impatients de profiter d'une main d'œuvre presque gratuite, une poignée de départements va mettre en place ce dispositif en « phase test » début 2023. Et l'Essonne en fait partie ! Pour réduire le chômage, on peut aussi rétablir l'esclavage... ou alors répartir le travail entre tous !

Dividende salarié, salaires qui dévissent

A la suite de Macron qui a promis d'instaurer le dividende salarié en 2023, Renault a saisi la balle au bond et annoncé la création d'un plan d'actionnariat salarié visant à multiplier par 3 le nombre d'actionnaires salariés d'ici 2030. Selon la direction, cela permettrait de « renforcer l'engagement des collaborateurs du groupe pour la mise en œuvre des nouvelles orientations stratégiques du groupe ». Un gros blabla pour nous faire patienter pendant que notre pouvoir d'achat s'effrite à grande vitesse, tout en essayant de nous faire avaler la pilule du démantèlement du groupe !

GRDF a largement de quoi payer

La grève continue à GRDF, la filiale gaz d'Engie qui a versé plus de 500 millions d'euros à ses actionnaires en 2022. Les salariés refusent l'augmentation de 2,3 % et la prime de 1 000 euros proposées par la direction... et acceptée par certains syndicats dans leur dos.

Les grévistes revendiquent 5 % d'augmentation. Un grand groupe de l'énergie comme Engie en a les moyens... mais préfère envoyer des huissiers sur les piquets de grève et accuse dans les médias les salariés en lutte de couper le chauffage aux usagers. Vu les tarifs, c'est surtout Engie qui nous force à baisser le chauffage !

D'ailleurs les grévistes ont passé des milliers de foyers populaires de Marseille ou Clermont-Ferrand en mode gratuit. Une action symbolique, mais qui montre que ce sont eux qui font tourner la machine à profits de GRDF. Alors ils ont bien raison de réclamer un salaire décent

L'hiver s'annonce frisquet

« Pas de panique » a déclaré Macron samedi, histoire de nous préparer à des coupures de courant cet hiver. C'est le moyen trouvé pour éviter l'effondrement du réseau, tout ça parce que les centrales nucléaires se déginglent. Cela fait plus d'un demi-siècle que tous les gouvernants ne jurent que par le nucléaire si on ne veut pas revenir à la bougie. Et voilà qu'on a maintenant des centrales vétustes de plus en plus dangereuses... et les bougies !

À nous de réchauffer le climat... social !